

Sommet de l'EAC au Burundi sur la recrudescence des violences en RDC

TV5MONDE, 04.02.2023 Burundi : un sommet sur la situation sécuritaire en RDC en pleine recrudescence des violences réunis en sommet extraordinaire à Bujumbura, au Burundi, ce 4 février 2023, les chefs d'États d'Afrique centrale et de l'Est doivent discuter de la situation sécuritaire de l'est de la République Démocratique du Congo. Les chefs d'États de plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'Est sont réunis samedi en sommet extraordinaire à Bujumbura, pour discuter de la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Cette réunion de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC, constituée de sept pays) intervient en pleine recrudescence des violences dans l'est de l'immense nation d'Afrique centrale. Une province en proie aux violences Il s'agit de "parvenir à des décisions qui amélioreront la situation sécuritaire et faciliteront le rétablissement de la paix dans l'est de la RDC", déclare sur Twitter l'actuel président de l'EAC, le président burundais Evariste Ndayishimiye. Dans la province congolaise du Nord-Kivu, la rébellion du M23, que Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir, s'est emparée de larges territoires riches en minerais, et elle continue d'avancer malgré une feuille de route pour la paix conclue à Luanda, en Angola, en juillet 2022. Les troupes terroristes du M23 n'ont jamais quitté ces zones, au contraire le M23 et ses alliés ont élargi leurs zones d'occupation. Présidence congolaise "Les discussions devraient se concentrer sur l'évaluation de la feuille de route de Luanda qui exigeait le retrait effectif et définitif des troupes du M23/RDF (Forces de défense rwandaises) des zones occupées avant le 15 janvier", déclare la présidence congolaise. "Les troupes terroristes du M23 n'ont jamais quitté ces zones, au contraire le M23 et ses alliés ont élargi leurs zones d'occupation", ajoute-t-elle. "Cruelles atrocités" Outre le président burundais, participent au sommet les chefs d'États congolais Félix Tshisekedi, rwandais Paul Kagame, kényan William Ruto, ougandais Yoweri Museveni et tanzanienne Samia Suluhu Hassan. Il se tient peu après la visite du pape François à Kinshasa, où il a condamné les "cruelles atrocités" perpétrées dans l'est de la RDC. De nombreux groupes armés y sévissent depuis des décennies, dont beaucoup sont un héritage des guerres régionales qui ont éclaté dans les années 1990-2000. Depuis novembre 2021, la rébellion majoritairement tutsi du M23 s'est emparée de territoires près de Goma. Si la RDC accuse le Rwanda de la soutenir, ce qui est corroboré par des experts de l'ONU et les pays occidentaux, Kigali s'en défend. L'EAC a créé en 2022 une force militaire régionale de paix pour l'est de la RDC, les premières troupes étant arrivées à Goma en novembre. Elles sont autorisées à recourir à la force contre le M23, mais ne l'ont pas encore fait. A Bujumbura, M. Tshisekedi "entend clarifier le mandat de la force régionale", déclare samedi la présidence congolaise. Tensions exacerbées Les tensions se sont exacerbées fin janvier lorsque les forces rwandaises ont ouvert le feu sur un avion de chasse congolais qui, selon elles, avait violé l'espace aérien rwandais. Kinshasa a évoqué "un acte de guerre". Et l'ancien président kényan Uhuru Kenyatta, médiateur de l'EAC dans la crise en RDC, s'est dit préoccupé par la "forte détérioration" de la situation dans le Nord-Kivu. Dans une déclaration avant le sommet, M. Ruto a demandé que les riches ressources minières de RDC, à l'origine des nombreux conflits en cours, soient protégées. "Le moment est venu depuis longtemps pour la communauté internationale d'auditer avec la plus grande vigilance les chaînes d'approvisionnement industrielles et de s'assurer que la production et la consommation mondiale respectent la souveraineté congolaise en matière de ressources et ne profitent pas des conflits et des souffrances humaines", déclare-t-il. Un début de rapprochement rwando-burundais se noue par ailleurs en marge du sommet : c'est la première visite de M. Kagame au Burundi depuis 2013. Les deux pays avaient jusqu'alors des relations tendues. Le Burundi a notamment accusé le Rwanda d'abriter les responsables d'un coup d'État raté en 2015. En 2020, Paul Kagame avait exhorté son homologue Evariste Ndayishimiye, élu depuis peu, à normaliser les relations diplomatiques, mais cette demande avait alors été rejetée, qualifiée d'"hypocrite". avec AFP